

Unité Départementale Aube – Haute-Marne

TROYES, le 25 avril 2025

Nos réf. : SAU/FDLH/MI n° 25 - 237

Rapport de l'Inspection des installations classées
Visite d'inspection du 26/03/2025

Contexte et constats

Publié sur 

SARL AUTO-CASSE THIEBAULT

Z.I. Les Pivoisons

10430 ROSIÈRES-PRÈS-TROYES

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26 mars 2025 de l'établissement AUTO-CASSE THIEBAULT implanté Z.I. Les Pivoisons à ROSIÈRES-PRÈS-TROYES (10430) suite à la transmission du dossier de porter à connaissance (PAC) « mise en place d'une filière de recyclage de pièces d'occasion ». Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Établissement AUTO-CASSE THIEBAULT
- Z.I. Les Pivoisons à ROSIÈRES-PRÈS-TROYES (10430)
- Code AIOT : 0005702148
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La société AUTO-CASSE THIEBAULT bénéficie de l'Arrêté Préfectoral n°10-0168 du 19/01/2010 l'autorisant à exploiter une installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage sur un site d'une superficie d'environ 26 000 m², localisé au sein de la zone industrielle « Les Pivoisons » à ROSIÈRES-PRÈS-TROYES.

A cette date, l'ensemble bâti (environ 5 500 m²) est constitué d'un bâtiment principal regroupant les ateliers d'entretien, de démontage et de dépollution et les bureaux, d'un hangar de stockage, d'un atelier dit « service rapide » réservé à la clientèle.

Les aménagements extérieurs concernent les zones de stockage des véhicules, des pneumatiques, les bennes de batteries, moteurs, pots d'échappement et ferrailles, et une pompe de distribution de carburant.

La société AUTO-CASSE THIEBAULT exploite approximativement 13 600 m² de surfaces pour le stockage des véhicules hors d'usage dépollués et 5 700 m² pour le stockage des véhicules hors d'usage en attente de dépollution.

Les activités exercées sont :

- la dépollution des véhicules hors d'usage par pompage de tous les fluides (huiles, liquides de refroidissement, de freins, de climatisation, carburant, lave-glace...), démontage de la batterie, des pneumatiques et des pots d'échappement catalytiques, puis stockage avant évacuation vers un broyeur agréé,
- l'entretien et la réparation de véhicules de tourisme,
- la vente de pièces d'équipements automobiles.

Bien que le site demeure soumis à autorisation au titre des rubriques n° 2713 et 2718, il ressort que suite à une modification de la nomenclature des installations classées survenue le 26 novembre 2012, l'installation d'entreposage et de dépollution de véhicules hors d'usage relève désormais du régime de l'enregistrement.

La dernière visite d'inspection avait permis de constater que l'exploitant avait consolidé sa filière de recyclage de pièces d'occasion en développant sur une parcelle d'environ 17 000 m² adjacente au site historique et disposant d'un bâtiment d'environ 3 000 m² pour stocker les pièces en attente d'une seconde vie. D'un point de vue législation des ICPE, cette modification devait faire l'objet d'un porter à connaissance en application de l'article R.181-46 du code de l'environnement afin de statuer si elle influait sur la situation administrative du site et introduisait de nouveaux enjeux.

Pour l'inspection des installations classées, cette visite avait pour vocation de vérifier par sondage les dispositions prises par l'exploitant pour respecter les prescriptions issues de ces nouvelles activités ainsi que la défense incendie du site.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Porter à connaissance relatif à la « mise en place d'une filière de recyclage de pièces d'occasion »,
- Défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les références réglementaires sont issues de :

- l'article R.181-46 du code de l'environnement
- l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 10-0168 du 19 janvier 2010
- l'arrêté préfectoral complémentaire n° PCICP2012052-0003 du 21 février 2012
- l'arrêté du 26/11/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1
- l'arrêté ministériel du 22/12/23 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage).

n°	Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative	Code de l'environnement , annexe du R.511-9	/	non
2	Analyse de la modification	l'article R.181-46 du code de l'environnement	/	non
3	Etat des matières stockées	Arrêté du 11/04/17 relatif aux (...) entrepôts couverts	/	non
4	Eaux pluviales	Arrêté du 11/04/17 relatif aux (...) entrepôts couverts	/	non
5	Gestion des déchets	Arrêté du 11/04/17 relatif aux (...) entrepôts couverts	/	non
6	Règles d'implantation	Arrêté du 11/04/17 relatif aux (...) entrepôts couverts	/	non
7	Accessibilité au site	Arrêté du 11/04/17 relatif aux (...) entrepôts couverts	/	non
8	Eaux d'extinction incendie	Arrêté du 11/04/17 relatif aux (...) entrepôts couverts	/	non
9	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté du 11/04/17 relatif aux (...) entrepôts couverts	/	non
10	Plan de défense contre l'incendie	Article 5 de l'arrêté du 22 décembre 2023	/	non

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La demande de l'exploitant a été analysée par l'inspection des installations classée en application des dispositions de l'article R.181-46 du code de l'environnement et de la note du 20 décembre 2021. Il ressort que cette modification est jugée notable mais non substantielle puisque le bâtiment de stockage n'est pas soumis à la législation visant les bâtiments de stockage (rubrique 1510) et que l'extension de stockage de VHU ne modifie pas la rubrique 2712 qui était déjà à Enregistrement par la partie historique du site. Toutefois, cette extension entrant dans le périmètre ICPE, il est proposé, par voie d'arrêté préfectoral complémentaire, de la soumettre aux règles de gestion de la partie historique.

Par ailleurs, sur la base des capacités d'extinction notifiées par l'avis du SDIS du 28 mars concernant le projet d'extension, un nouvel hydrant d'une capacité de 120 m³ (ou 60 m³/h pendant 2 heures) doit être installé sur le site permettant de couvrir (avec le PI déjà opérationnel rue Blaise PASCAL / rue Denis PAPIN) le besoin en eau du site en cas de besoin. Les solutions disponibles étant soit de créer un portail au nord d'au moins 1,40 mètres pour accéder du parking vers le poteau, soit de rajouter une citerne souple de 120 m³ sur le parking à plus de 10 mètres et moins de 150 mètres du bâtiment à défendre. D'autre part, l'exploitant devra s'assurer que son extension est en capacité de retenir les eaux d'extinction en cas de sinistre.

Enfin, l'exploitant doit formaliser son plan de défense incendie.

Afin d'encadrer réglementairement ces modifications, l'inspection des installations classées propose **un projet d'arrêté préfectoral complémentaire**, joint au présent rapport.

Enfin, lors de la visite, l'inspection n'a pas constaté de non-conformité susceptible de donner suite à une action administrative.

Nom du point de contrôle : Situation administrative

2-4) Fiches de constats			
Nom du point de contrôle : Situation administrative (Code de l'environnement du 16/10/2007, annexe du R.511-9 du CE.)			
Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/10/2007, annexe du R.511-9 du CE			
Thème(s) : Situation administrative			
Prescription contrôlée : La dernière situation administrative autorisée pour ce site est défini à l'article 1 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° PCICP2012052-0003 du 21 février 2012 qui présente le tableau des rubriques ICPE autorisées :			
nature des activités	rubrique	régime	volume de l'activité
Installation de stockage, dépollution, démontage, découpage ou broyage de véhicules hors d'usage ou de moyens de transport hors d'usage, la surface étant supérieure à 50 m ²	2712-1	A	Surface exploitée de 26 185 m ²
Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712. La surface étant : 1. Supérieure ou égale à 1 000 m ² ; (A-1) 2. Supérieure ou égale à 100 m ² et inférieure à 1 000 m ² . (D)	2713-1	A	Surface exploitée de 1000 m ²
Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 1313, 2710, 2711, 2712, 2717 et 2719.	2718-1	A	Volume de stockage de déchets dangereux tels que les batteries, les fluides frigorigènes de 40 t
Installation transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation est inférieur à 100 m ³ (stockage de pneumatiques)	2714-2	NC	Dépôt de pneumatiques usagés et hors d'usage d'un volume maximal de 20,25 m ³
Stockage de pneumatiques et produits dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques), le volume susceptible d'être stocké étant inférieur à 1 000 m ³	2663-2	NC	Dépôt de pneus neufs d'un volume maximal de 11,25 m ³
Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie, la surface de l'atelier étant inférieure à 2 000 m ²	2930-1	NC	Atelier entretien et réparation du service rapide d'une surface de 222 m ² Atelier réparation du bâtiment principal d'une surface de 360 m ² soit une surface totale de 478 m ²

nature des activités	rubrique	régime	volume de l'activité
Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion, polissage, attaque chimique, etc) de surfaces (métaux, matières plastiques, semi-conducteurs, etc) par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visés par la rubrique 2564, le procédé utilisant des liquides (sans mise en œuvre de cadmium), le volume des cuves de traitement étant inférieur à 200 l	2565-2	NC	Laveuse de pièces automatique : volume de la cuve = 60 l Fontaine de dégraissage : volume de la cuve = 40 l soit un volume total de 100 l
Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 représentant une capacité équivalente inférieure à 10 m ³	1432-2	NC	Cuve de fioul domestique enterrée et en fosse = 5 m ³ Cuve de gasoil enterrée et en fosse = 5 m ³ soit une capacité équivalente de 0,4 m ³
Installation de chargement de véhicules citernes, de remplissage de récipients mobiles ou des réservoirs des véhicules à moteur, le débit maximum équivalent de l'installation, pour les liquides inflammables de la catégorie de référence, étant inférieur à 1 m ³ /h	1434-1	NC	Poste de distribution de gasoil d'un débit équivalent de 0,95 m ³ /h

Constat :

Le porteur à connaissance précité intègre l'extension d'activité due à l'exploitation des parcelles ZC 0427 et ZC 0223, et présente le tableau des rubriques suivant :

nature des activités	rubrique	régime	volume de l'activité
Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. 1. Dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage, la surface de l'installation étant supérieure ou égale à 100 m ²	2712-1	E	Surface exploitée de 36 000 m ²
Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719. La surface étant	2713-1	E	Surface exploitée de 1 000 m ² (inchangée)
2718. Installation de transit, regroupement ou tri de déchet dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793 1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges, mentionnés à l'article R.511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges.	2718-1	A	Volume de stockage de déchets dangereux tels que les batteries, les fluides frigorigènes de 40 t (inchangée)
Installation transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation est inférieur à 100 m ³ (stockage de pneumatiques)	2714-2	NC	Dépôt de pneumatiques usagés et hors d'usage d'un volume maximal de 20,25 m ³ (inchangée)

nature des activités	rubrique	régime	volume de l'activité
Stockage de pneumatiques et produits dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques), le volume susceptible d'être stocké étant inférieur à 1 000 m ³	2663-2	NC	Dépôt de pneus neufs d'un volume maximal de 11,25 m ³ (inchangée)
Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques :	1510	NC	Quantité de matières combustibles présentes dans le bâtiment de stockage de pièces d'occasion : Papier : 2 t Bois de palette : 2 t Plastique : 20 t Soit une quantité total de matières combustibles de 24 tonnes
Les autres rubriques restent inchangées et non classées.			
<p>Analyse de l'inspection :</p> <p>L'arrêté préfectoral du 21 février 2012 précité autorise déjà l'activité 2712 à Autorisation qui a basculé à Enregistrement (Décret n° 2018-458 du 6 juin 2018 modifiant la nomenclature). L'ajout d'une nouvelle surface de stockage de V.H.U. ne modifie pas le seuil de l'activité qui reste à Enregistrement.</p> <p>D'autre part et en application du même décret, l'activité 2713, qui reste inchangée sur le site, a également évolué pour devenir soumise à Enregistrement. In fine, le site reste soumis à Autorisation en raison du maintien de la rubrique 2718 dont l'activité du site reste en elle-même inchangée.</p> <p>Concernant le bâtiment dénommé « usine » par l'exploitant où est organisée l'activité de stockage de pièces d'occasion (objet de ce PAC). Celui-ci est visé par la rubrique 1510 compte-tenu des différentes natures des produits (plastique, mousse, bois, carton, ...). Toutefois, en raison des quantités stockées de matières combustibles inférieures à 500 t, l'activité reste non classée.</p> <p>Compte tenu du niveau d'activité sur la nouvelle partie du site, il est demandé que l'exploitant y applique les règles de gestion imposées au établissement soumis à la rubrique 2712 à Enregistrement, ainsi qu'à l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 10-0168 du 19 janvier 2010 et l'arrêté préfectoral complémentaire n° PCICP2012052-0003 du 21 février 2012. D'autre part, le caractère substantiel de la demande est analysé à l'article suivant.</p> <p>Compte tenu de cette analyse qui ne modifie pas le statut ICPE de l'établissement, il est proposé d'intégrer les nouvelles parcelles dans un projet d'APC joint au présent rapport et d'y intégrer une mise à jour les rubriques ICPE.</p>			
Type de suites proposées : Arrêté préfectoral complémentaire			
Proposition de suites : Oui			

Nom du point de contrôle : Analyse de la modification (article R.181-46 du Code de l'Environnement et note du 20 décembre 2021)

Référence réglementaire : article R.181-46 du Code de l'Environnement et note du 20 décembre 2021
Thème(s) : Analyse de la modification
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En application de la loi n° 2020-1525 du 7 décembre 2020, dite loi « ASAP », relative à la simplification des procédures applicables aux entreprises et en vertu du décret n° 2021-1000 du 30 juillet 2021, le caractère substantiel d'un projet au sein d'une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement est étudié au regard de la note du 20 décembre 2021 et de l'article R.181-46 du code de l'environnement qui précise :</p> <p><i>« I. – Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :</i></p> <p><i>1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;</i></p> <p><i>2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;</i></p> <p><i>3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.</i></p> <p><i>La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale. »</i></p>
<p>Constats :</p> <p>Concernant le R.181-46 I 1°, les modifications n'impactent pas le classement réglementaire du site. Elles ne constituent pas une nouvelle activité classée, seulement une extension de capacité d'une activité existante sans en modifier le classement.</p> <p>Concernant le R.181-46 I 2°, la modification envisagée d'augmenter le volume de VHU s'est faite en prenant en compte l'accidentologie, les effets générés en cas d'incendie, les besoins en eau, et les ressources propres au sites ont été pris en compte. D'autre part, il a été constaté que les nouveaux stockages visés par la rubrique 1510 ne sont pas classés. D'autre part, les moyens et l'organisation sur le site permettent de maîtriser le risque lié à ces nouveaux stockages.</p> <p>Concernant le R.181-46 I 3°, le caractère substantiel est également à apprécier au regard des dangers et des inconvénients significatifs qu'il est susceptible de générer en application de l'article L.181-3 du code de l'environnement. Au vu des éléments présentés par l'exploitant, les impacts supplémentaires sur l'air, l'eau, le bruit, le trafic sont faibles voire nuls (pas d'augmentations de rejet, pas d'évolution de l'étude d'impact, absence de sensibilité particulière du milieu).</p> <p>Enfin les critères évoqués à titre indicatif dans la note du 20 décembre 2021 (nouvelle activité permanente, modification (non mineure) de la nature des effluents épandus, prolongation de plus de 2 ans de la durée d'exploitation autorisée d'une installation d'élimination de déchets ou d'une carrière, ...) ne sont pas concernés.</p>

Observations : A la lecture de l'article R.181-46 du Code de l'Environnement et note du 20 décembre 2021, l'inspection des installations classées considère la modification comme notable mais non substantielle, et propose de présenter un arrêté préfectoral complémentaire à Monsieur le Préfet de l'Aube afin notamment d'intégrer les nouvelles parcelles.
Type de suites proposées : Arrêté préfectoral complémentaire
Proposition de suites : Oui

Nom du point de contrôle : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : 1.4. Etat des matières stockées Arrêté du 11/04/17 relatif aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 à Déclaration
Thème(s) : Etat des matières stockées
<p>« II. Dispositions applicables aux installations à déclaration :</p> <p>« L'exploitant tient à jour un état des matières stockées.</p> <p>« L'exploitant dispose, sur le site et avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail.</p> <p>« Ces documents sont tenus en permanence, de manière facilement accessible, à disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Le dossier de porter à connaissance mentionne la quantité de matières combustibles présente dans le bâtiment « usine » qui reste, avec 24 t, largement sous le seuil des 500 t. En visite, l'inspection des installations classées rappelle que cette quantité doit être suivie afin de s'assurer qu'il n'y aura aucun dépassement à l'avenir (sachant notamment que l'exploitant évoque déjà une extension au bâtiment de stockage des pièces détachées). Le service informatique de l'établissement a transmis une extraction des pièces présentes début avril. Avec la fraction métallique (donc non combustible) la quantité estimée présente dans le bâtiment est de 143 tonnes.</p>
<p>Observations :</p> <p>L'inspection demande que ce suivi soit réalisé périodiquement afin que la quantité de matière combustible dans le bâtiment reste maîtrisée par l'exploitant.</p>
Type de suites proposées : Sans
Proposition de suites : Non

Nom du point de contrôle : Eaux pluviales**Référence réglementaire :** 1.6.4. Eaux pluviales

Arrêté du 11/04/17 relatif aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 à Déclaration

Thème(s) : Eaux pluviales

Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine sont évacuées par un réseau spécifique.

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs séparateurs d'hydrocarbures correctement dimensionnés ou tout autre dispositif d'effet équivalent. Le bon fonctionnement de ces équipements fait l'objet de vérifications au moins annuelles.

Les eaux pluviales susvisées rejetées respectent les conditions suivantes :

- pH compris entre 5,5 et 8,5 ;
- la couleur de l'effluent ne provoque pas de coloration persistante du milieu récepteur ;
- l'effluent ne dégage aucune odeur ;
- teneur en matières en suspension inférieure à 100 mg/l ;
- teneur en hydrocarbures inférieure à 10 mg/l ;
- teneur chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) inférieure à 300 mg/l ;
- teneur biochimique en oxygène sur effluent non décanté (DBO5) inférieure à 100 mg/l.

Lorsque le ruissellement sur l'ensemble des surfaces (toitures, aires de parking, etc.) de l'entrepôt, en cas de pluie correspondant au maximal décennal de précipitations, est susceptible de générer un débit à la sortie des ouvrages de traitement de ces eaux supérieur à 10 % du QMNA5 du milieu récepteur, l'exploitant met en place un ouvrage de collecte afin de respecter, en cas de précipitations décennales, un débit inférieur à 10 % de ce QMNA5.

En cas de rejet dans un ouvrage collectif de collecte, le débit maximal et les valeurs limites de rejet sont fixés par convention entre l'exploitant et le gestionnaire de l'ouvrage de collecte.

Constats :

L'exploitant a présenté en séance un plan du réseau d'eau pluviale (EP) élaborée sur la partie stockage de véhicule. Le bâtiment destiné au stockage des pièces d'occasion n'étant pas représenté sur ce document, il n'est pas possible de constater comment sont gérés les eaux pluviales de toiture réputée comme propre.

Concernant la gestion des eaux pluviales de voirie, celle-ci transite par un réseau d'avaloirs (grilles) et de canalisations avant de transiter par un débourbeur déshuiler puis un bassin d'infiltration.

Analyse de l'inspection:

Concernant la partie eaux pluviales de toiture, l'inspection des installations classées rappelle que celle-ci ne doit pas être intégrée aux eaux pluviales de voirie réputées souillées afin d'éviter tout phénomène de dilution. Il a été rappelé à l'exploitant que ces eaux de toiture peuvent être directement intégrées au réseau d'eau pluviale de la ZI ou, encore mieux, être infiltrée à la parcelle afin de limiter les problèmes de ruissellement. Sur le volet eaux pluviales de voirie, il a été rappelé à l'exploitant qu'en cas de sinistre sur la zone, il a l'obligation de récupérer les eaux d'extinction réputées souillées. Il a donc l'obligation de prévoir un by-pass permettant de retenir ces eaux avant que celle-ci ne rejoigne la zone d'infiltration. Ces points seront intégrés au projet d'arrêté préfectoral complémentaire.

Type de suites proposées : Arrêté préfectoral complémentaire**Proposition de suites :** oui

Nom du point de contrôle : Gestion des déchets

Référence réglementaire : 1.7.3. Gestion des déchets Arrêté du 11/04/17 relatif aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510
Thème(s) : Gestion des déchets
<p>Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont stockés définitivement dans des installations réglementées conformément au code de l'environnement. L'exploitant est en mesure de justifier la gestion adaptée de ces déchets sur demande de l'inspection des installations classées. Il met en place un registre caractérisant et quantifiant tous les déchets dangereux générés par ses activités.</p> <p>Tout brûlage à l'air libre est interdit.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'extension en elle-même ne génère pas de déchet puisque les VHU sont traités dans la partie historique. Toutefois dans le bâtiment, il est possible de constater que l'exploitant a mis en place une zone permettant de réaliser le tri des déchets générées suite à la manutention des pièces d'occasion et leur emballage avant la phase d'expédition. Les éventuels déchets générés dans la zone seront intégrés à ceux du site dans une gestion globale.</p> <p>D'autre part aucun brûlage à l'air libre n'a pu être constaté sur site (constat de VHU calciné dans la zone mais sans trace au sol. L'exploitant précisant que le véhicule lui a été remis en l'état).</p>
Type de suites proposées : Sans
Proposition de suites : Non

Nom du point de contrôle : Règles d'implantation

Référence réglementaire : 2. Règles d'implantation Arrêté du 11/04/17 relatif aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 à Déclaration
Thème(s) : Règles d'implantation
II. Pour les installations soumises à déclaration, les parois extérieures de l'entrepôt (ou les éléments de structure dans le cas d'un entrepôt ouvert) sont éloignées des limites du site de a minima 1,5 fois la hauteur, sans être inférieures à 20 m, à moins qu'un dispositif séparatif E120 soit mis en place, et que l'exploitant justifie que les effets létaux (seuil des effets thermiques de 5 kW/m2) restent à l'intérieur du site.
Constats : Le bâtiment « usine » n'est pas classé ICPE toutefois il a pu être constaté que celui-ci se situe à environ 17 m sur sa longueur et environ 13 m sur sa largeur par rapport aux limites de propriété. D'autre part, il ne dispose pas qu'un dispositif séparatif E120.
Observations : Il a donc été rappelé à l'exploitant qu'un classement de son bâtiment de stockage induirait de nouveaux investissements permettant de répondre aux exigences réglementaires.
Type de suites proposées : Sans
Proposition de suites : Non

Nom du point de contrôle : Accessibilité au site

Référence réglementaire : 3.1. Accessibilité au site Arrêté du 11/04/17 relatif aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 à Déclaration
Thème(s) : Accessibilité au site
<p>L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.</p> <p>Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation externes au bâtiment, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.</p> <p>« Si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir l'accès dégagé en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours. Ces mesures sont intégrées au plan de défense incendie défini au point 23 de la présente annexe.</p> <p>« L'accès au site est conçu pour pouvoir être ouvert immédiatement sur demande des services d'incendie et de secours ou directement par ces derniers. L'exploitant informe les services d'incendie ou de secours de l'implantation et des conditions d'accès au site. ».</p>
Constats : Le site dispose d'un grille autorisant l'accès aux véhicules type poids lourd. L'exploitant précise que ce code d'accès est connu par les organisme tel que le SDIS, l'EDF, Enedis, SDDEA.
Observations : L'exploitant précise qu'environ 1 fois tous les 2 mois, le SDIS de l'Aube utilise des VHU de l'exploitant pour s'entraîner aux exercices de désincarcération. L'inspection des installations classées note que cette relation favorise la connaissance du site par le SDIS et peut permettre une augmentation de l'efficacité de l'intervention en cas de sinistre.
Type de suites proposées : Sans
Proposition de suites : Non

Nom du point de contrôle : Eaux d'extinction incendie

Référence réglementaire : Eaux d'extinction incendie Arrêté du 11/04/17 relatif aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 à Déclaration
Thème(s) : Eaux d'extinction incendie
<p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie et le refroidissement, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes aux cellules de stockage. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.</p> <p>Dans le cas d'un confinement externe, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers une rétention extérieure au bâtiment. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.</p> <p>En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut.</p> <p>En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.</p>
Constats : <p>Comme indiqué à l'article relatif à la gestion des eaux pluviales du site, l'exploitant n'a pas encore pris la mesure de la nécessité de collecter les eaux d'extinction en cas d'incendie</p> <p>Ce point lui sera rappelé dans le projet d'APC joint au présent rapport.</p>
Type de suites proposées : Arrêté préfectoral complémentaire
Proposition de suites : Oui

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : 13 Moyens de lutte contre l'incendie Arrêté du 11/04/17 relatif aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 à Déclaration
Thème(s) : Moyens de lutte contre l'incendie
<p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">- d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que : <p>a. Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ;</p> <p>b. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours.</p> <p>Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection des installation classées a sollicité le SDIS de l'Aube sur la DECI du site en précisant que l'exploitant dispose de 2 hydrants type PI : un situé au carrefour de la rue Blaise PASCAL et la rue Denis PAPIN, et un autre dans le chemin de terre situé au nord du bâtiment</p> <p>Par son mél du 28 mars, il a pu être confirmé que :</p> <p><i>« Le bâtiment de presque 3000 m² doit être défendu par un débit minimum de 180 m³/h ou une source de 360 m³ suivant le RDDECI .</i></p> <p><i><u>A l'instant T, ce poteau sur le chemin de terre n'est effectivement pas exploitable.</u></i></p> <p><i>Il reste le poteau à l'angle des rue Blaise et Papin qui fait 120m³/h.</i></p> <p><i>Il manque donc 60 m³/h ou une source de 120 m³.</i></p> <p><i>Deux solutions :</i></p> <ul style="list-style-type: none">- <i>Rajouter une citerne souple de 120 m³ sur le parking à plus de 10 mètres et moins de 150 mètres du bâtiment à défendre.</i>- <i>Ou Défricher, mettre un portillon d'au moins 1,40 mètres pour accéder du parking vers le poteau. »</i>
<p>Observations :</p> <p>Cette information a été communiquée à l'exploitant pour qu'il puisse faire son choix. Ce point sera repris dans le projet d'APC.</p>
Type de suites proposées : Arrêté préfectoral complémentaire
Proposition de suites : Oui

Nom du point de contrôle : Plan de défense contre l'incendie.

Référence réglementaire : Article 5 de l'arrêté du 22 décembre 2023
Thème(s) : Plan de défense contre l'incendie
<p>L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci.</p> <p>Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.</p> <p>Il comprend au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none">- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;- le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir ;- le cas échéant, la localisation des zones de stockage temporaire et des zones d'immersion.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique qu'en cas de départ de feu, ses agents disposent d'une organisation pour sécuriser la zone, intervenir avec des extincteurs, appeler le SDIS. Aussi, au vu de ses informations, il dispose d'un plan de défense incendie. Toutefois, la rencontre du 26 mars 2025 avec l'inspection des installations classées a permis de constater que celui-ci nécessitait une mise à jour dans son formalisme.</p>
<p>Observations :</p> <p>Compte tenu de l'expérience de l'exploitant dans le pilotage de son établissement, compte tenu qu'aucun incident n'a été rapporté sur le site, compte tenu des engagements de l'exploitant, et par souci de proportionnalité, l'inspection des installations classées ne propose pas d'action administrative mais restera vigilante à la bonne exécution de ces engagements.</p>
Type de suites proposées : Sans
Proposition de suites : Non